

Jusqu'où ira Abdelaziz Bouteflika ?

Au terme d'une campagne électorale très agitée, au cours de laquelle on aura tout vu et tout entendu, le tragique côtoyant le comique, l'Algérie s'interroge, entre anxiété et impatience, sur ce que lui réservera l'après-présidentielle.

Que fera Abdelaziz Bouteflika s'il est réélu ? Jusqu'où ira-t-il ? sont les deux questions qui reviennent, lancinantes, sur toutes les lèvres, la seconde plus souvent que la première.

Jusqu'où ira-t-il physiquement et politiquement ?

- Physiquement, personne n'en sait trop rien. Aucun bulletin de santé n'a été rendu public, depuis sa seconde hospitalisation, au Val-de-Grâce, hormis, celui qu'il a, lui-même, clairement, délivré dans sa lettre adressée aux Algériens, avant l'entame de la campagne, avouant que ses forces physiques ont été, sérieusement, diminuées.

S'il compte superviser, directement et seul, la gestion des énormes chantiers politiques et économiques dont ses représentants ont égrené le long chapelet, ces trois dernières semaines, il doit être sûr de disposer d'un minimum d'énergie pour en inspirer, dans le meilleur des cas, les plus urgents et les plus fondamentaux.

En admettant que ce minimum vital lui est acquis, il sera tenu de répondre, promptement, aux signaux d'alerte sur l'indisposition, voire la colère d'une partie de la société que la rue et les tribunes de meeting lui ont transmis. Il sera, dès sa prestation de serment, interpellé pour dire par quelles actions fortes il va marquer les débuts de son quatrième quinquennat, autrement que par les mesurette électorales annoncées par les membres de son staff.

On aura, évidemment, compris, à la lumière de ce qui précède, que la réélection d'Abdelaziz Bouteflika est de l'ordre de la certitude quasi absolue, le contraire serait de nature à déclencher un séisme qui ébranlerait les fondations du régime dans la totalité de sa composante humaine actuelle et même au-delà.

Laissons aux crédules le soin d'entretenir l'illusion d'une urne transparente et honnête pour nous en tenir à une analyse concrète de faits concrets que nous renvoie un rapport de force pouvoir-société nettement défavorable à un changement brutal et immédiat par la voie des élections.

- Politiquement, la nature, l'envergure et la rapidité des actions que le président réélu décidera d'engager dépendront de l'ordre de grandeur du taux de participation, du volume des suffrages qu'il aura recueilli et de l'intensité du soutien que la France, l'Union européenne et les Etats-Unis lui manifesteront, en fonction du score obtenu.

1. Il serait plébiscité, c'est-à-dire reconduit, dans la fourchette des 65/70% que ses mandants avaient déclaré escompter pour lui, il sera libéré de la hantise du rejet que les opposants et les boycotteurs lui ont, nettement, signifié.

Dans cette hypothèse, il sera conforté dans son sentiment que la politique qu'il a menée, jusque-là, est juste et qu'il n'aurait, par conséquent, aucune raison de se déjuger, a posteriori, en la remettant, partiellement ou totalement, en cause.

Il fixera, dans des conditions moins stressantes, le calendrier de la mise en application du programme des réformes promises et se situera sur une ligne de continuité, démontrant qu'il ne sera pas dit qu'il aura obtempéré aux volontés de l'opposition vis-à-vis de laquelle il a, de tous temps, emprunté une posture gaullienne.

Tout en maintenant le cap sur une gouvernance ferme, il lancera le processus de révision de la Constitution dans le sens de la fondation d'un «Etat civil» débarrassé de l'emprise du DRS ainsi que du parachèvement de la réconciliation nationale auquel il associera, vraisemblablement, dans un nouveau round de consultations, les courants les plus représentatifs de la société ou supposés tels ; en s'abstenant, toutefois, de donner l'impression d'avaliser l'idée de la transition prônée par de nombreuses personnalités et partis et, par principe, refusée ou, pire, de reprendre à son compte le projet de rupture débouchant sur l'avènement d'une deuxième République que ses représentants s'en sont allés, démagogiquement et imprudemment, promettre, dans le feu des surenchères.

Une telle projection théorique ne serait vérifiable sur le terrain que si Abdelaziz Bouteflika parvient, fort de la caution de l'électorat, à s'acapter de la capacité de neutraliser ses adversaires à l'intérieur et à l'extérieur du pouvoir d'Etat et d'agir comme le seul décideur, à bord, maître de son agenda politique.

S'il était en bonne santé, cette carte aurait été, parfaitement, jouable. Par tempérament, il aurait été en mesure de maintenir le même

cadre et la même méthode d'exercice du pouvoir, parce qu'une telle option est inscrite dans la carte génétique qui commande à la vie et à l'évolution des directions autoritaires.

Le fonctionnement politique et économique de l'Etat algérien repose sur une organisation structurelle proche, historiquement, de celle de la Russie — les performances économiques en moins — et présente les mêmes caractéristiques d'inflexibilité dans la relation avec la société et l'opposition et les mêmes ambitions de reconquête d'un rang perdu au cours des années de crise et de déclin.

La classe dirigeante du principal Etat de l'ex-Union soviétique est la classe des milliardaires, née dans le sillage du libéralisme sauvage des années Eltsine.

En Algérie, la classe qui se croit, maintenant, «élue» pour postuler à la direction de l'Etat et qui fait tout pour briser les derniers verrous qui cadenassent certaines portes, encore inviolées, du pouvoir de décision est similaire. Bien qu'ersatz de son modèle russe, elle a surgi, dans les mêmes conditions, secrétée par les politiques publiques corruptrices des années 1990-2000. C'est elle qui détient le nerf de la guerre et constitue le noyau central autour duquel s'agregent, dans une position d'obligés, tout un faisceau de clientèles au premier rang desquelles se trouve la famille dite «révolutionnaire» qui lui fournit le sauf-conduit «nationaliste» dont elle a besoin pour arriver à ses fins.

Bien portant, Abdelaziz Bouteflika aurait eu la tentation de marcher sur les traces d'un Poutine. L'idée ne lui aurait pas déplu d'accroître ses pouvoirs — même en revenant à la limitation des mandats — et de mener son projet-pivot de réconciliation jusqu'à son terme, c'est-à-dire, l'amnistie générale réclamée aussi bien par l'ex-FIS que par la classe informelle qui demande sa régularisation.

Seulement voilà, la nature étant la nature et la biologie restant, jusqu'à preuve du contraire, la biologie, il n'a pas d'autre solution de rechange que de jeter du lest.

Il souffrira d'être secondé, dans l'exercice de son nouveau mandat qu'il sera bien obligé d'assimiler, rejoignant, finalement, l'idée du président Liamine Zeroual, à un mandat de transition qui lui permettrait de faire d'une pierre deux coups : réaliser son dessein en léguant en héritage, si ses forces lui en laisseront le loisir, un pays «réconcilié, sécurisé, soustrait aux extrêmes» et ouvrir la voie à une génération de gouvernants qu'il lui faudra s'atteler à promouvoir, en urgence, le temps lui étant compté, après avoir assuré ses arrières et fait agréer le plan de sa succession.

Vis-à-vis des puissances étrangères, il continuera à diriger le pays, au centre, à équidistance du bloc occidental et du bloc Russie-Chine, sans autre grande ambition que de jouer de leurs rivalités et de leurs contradictions afin de sauvegarder l'unité et l'invulnérabilité du pays.

Disciple de l'émir Abdelkader qui avait gagné, durant son exil au château d'Amboise, l'amitié de nombreux Français parmi les ecclésiastiques, les francs-maçons et même les dirigeants du Second Empire, Abdelaziz Bouteflika conservera, vis-à-vis de la France, une attitude, réaliste, de proximité qu'il pense être une passerelle nécessaire et utile pour l'avenir de l'Algérie dans son dialogue avec l'ancienne puissance coloniale, une attitude qui lui avait fait, en 2012, réviser à la baisse l'éclat des festivités commémoratives du Cinquantenaire de l'indépendance.

2. Le Président-candidat est réélu avec un nombre de suffrages au-dessous du seuil souhaité et dans un climat de désaffection manifeste des électeurs, il sera dans un autre schéma qui induira, sans aucun doute, un modus operandi différent.

Là, le Président n'aura l'avantage d'aucun état de grâce. Il sera contraint, en dépit de son état de santé amoindri, de parer au plus pressé et d'apporter des réponses rapides aux sollicitations insistantes, et de la société en ébullition et de l'opposition revigorée dont la coalition, prévisible, au lendemain d'un scrutin peu convaincant

et, donc, disqualifié, exercera, au besoin avec l'aide de la rue et des personnalités nationales ayant rompu le consensus, de fortes pressions afin d'obtenir :

- Le lancement d'une large consultation nationale à laquelle échoira la tâche de contribuer à la rédaction d'une nouvelle Constitution soumise à référendum.

- La formation d'un gouvernement provisoire d'union nationale chargé de gérer une période transitoire admise à contre-cœur.

- La dissolution du Parlement et l'organisation d'élections législatives anticipées d'où émergera un gouvernement démocratique. Autant dire le scénario noir pour le nouveau président qui se retrouvera, ainsi, dans une situation délicate et inconfortable, face à une opposition regroupée autour d'un seul leader dont les urnes auraient consacré le statut de chef.

Ce scénario pourrait, aussi, n'être qu'un scénario de politique-fiction.

Dans l'une comme dans l'autre alternative, le résultat final est l'otage de la sincérité du scrutin mais comme les expériences passées n'ont pas été concluantes, rien ne plaide, à ce jour, en faveur du contraire, le syndrome étant ancien et profond.

En allant au-delà du factuel et en scannant l'état actuel de l'Algérie, au moyen des éclairages fournis par la géostratégie, la sociologie politique et l'anthropologie culturelle, l'observateur découvrira, sans surprise, que la marche du pays vers la démocratie est encore entravée par des séquelles et des pesanteurs socio-idéologiques persistantes et difficilement dépassables.

L'Algérie n'est plus en 2014 ce qu'elle était il y a 30 ou 40 ans et ce ne serait pas offenser le patriotisme des Algériens que de reconnaître que l'Etat n'est plus aussi libre de ses mouvements qu'avant, son élan sectionné et sa dynamique stoppée par le révisionnisme des années 1980, l'aventurisme islamiste des années 1990 et le libéralisme sauvage des années 2000.

Sa souveraineté est limitée par celle des grandes puissances qui régulent un espace unipolaire qui s'étend à toute la planète. Il n'a plus le poids régional et international dont il se prévalait, du fait de sa guerre d'indépendance et de son leadership au sein du mouvement des pays non alignés. L'effondrement du bloc de l'Est et la balkanisation du Tiers-Monde ont isolé l'Algérie qui est devenue un pays normalisé, un pays qui n'a rien d'autre à faire valoir que ses ressources naturelles épuisables et, accessoirement, sa position-clé en Méditerranée, utilisée pour soustraire la sécurité de la rive Nord. La preuve en est qu'après avoir accédé à la demande de la France de faire survoler son espace par des escadrilles armées en partance pour le Mali, le pays a été renvoyé aux modestes dimensions que la géopolitique mondialisée lui a taillées sur mesure.

Le profil bas adopté par l'Etat algérien — qui n'en peut mais, faute d'une ambition et d'une vision stratégiquement porteuses — provient de ce que le pays a complètement périclité politiquement et économiquement.

- Sur le plan économique, le front intérieur a été affaibli par l'aggravation de la forte dépendance de l'économie vis-à-vis des hydrocarbures et de l'incapacité des gouvernants à lancer une véritable industrie pour suppléer à la suprématie de l'import et à asseoir un développement indépendant équitablement réparti.

- Ce front est, également, fragilisé, au plan politique, par la segmentarisation, la corporatisation et le désintérêt politique d'une société inégalement développée, écartelée entre l'ancrage dans la culture de l'assistanat et l'espoir d'un décollage aux normes internationales. Les ressorts de cette société, évoluant à deux vitesses, réduite, par la peur, à ne se satisfaire que du minimum, ont été sciés par dix années de guerre civile qui s'est soldée par des milliers de morts et l'hémorragie des élites contraintes à l'exil.

- Les dégâts causés par l'islamisation sociale ont été, encore, plus dévastateurs, au plan de l'éducation. Rabaisée et conditionnée par une école et une université en régression constante,

Par Badr'Eddine Mili



sa partie la plus conservatrice tient, de plus en plus, en suspicion la modernité perçue comme un cheval de Troie occidentaliste et se réfugie derrière la tradition dans ce qu'elle a de plus tendancieux et de plus mystificateur. Quand on voit comment les zaouïas, revenues en force, et des téléprédicateurs tels «cheikh» Chemseddine mobilisent, autour de leur discours primaire, jusque dans les campus universitaires où ils rameutent des milliers d'étudiants, tombant en pamoison devant leurs fetwas rétrogrades, on mesure le recul sidérant qui a sanctionné de larges secteurs de la population, lettrés ou pas. Une société qui rétropédale, aussi tragiquement, en faisant la chaîne chez les maîtres de la roquia, plus attirée par les recettes du charlatanisme que par les thérapeutiques de pointe ne saurait produire les ingrédients rationalistes d'une culture démocratique moderniste, garde-fou contre l'hégémonisme rampant des féodalités politiques et religieuses. Qu'on ne s'étonne, donc, pas qu'une partie de cette société qui tire vers le bas, prisonnière d'une psychologie communautariste grégaire, consente, de son propre chef, à se démettre de ses prérogatives citoyennes principales, pour se ranger, aliénée et obéissante, sous la bannière du «wala», succombant aux attraits faciles de la protection du «wali».

Houari Boumediene, despote éclairé s'il en fut, a beau essayer, dans les années 1970, de démolir ces féodalités et ces mentalités au moyen de ses trois révolutions, un projet national, régénérateur, qui a puisé sa force dans le début du démantèlement des structures sociales et de la pensée anciennes, étrenné par la révolution de novembre 1954 et abondamment décrit par Frantz Fanon et Mostefa Lacheraf, il n'est pas arrivé au bout de son effort, le boulet traîné, depuis des siècles, étant très lourd.

Il faut revenir à une appréciation plus objective de nos réalités anthropologiques et culturelles pour admettre que ce boulet ne disparaîtra que s'il est brûlé à 10 000 degrés Fahrenheit et la société ne finira par se libérer du cercle vicieux du dogme que sous l'effet d'une thérapie éducationnelle de choc, d'au moins 20 ans, du type de celle administrée à leur peuple par Bourguiba et Atatürk.

C'est un travail de longue haleine qui nécessite, aussi, sur le même registre, que chaque Algérien éradique l'esprit du chef infailible, du grand frère qui détient la vérité absolue et du petit dictateur qui l'habite et qui lui sert en général à piétiner plus faible que lui.

Voilà la grande révolution à faire déclencher, toutes affaires cessantes, en nous, l'élection du 17 avril n'étant qu'un avatar parmi ceux, innombrables, qui peuplent la liste interminable jalonnant la jeune histoire de notre indépendance.

L'opposition — s'il y en a une qui a échappé, par miracle, aux éprouvettes du laboratoire — a du pain sur la planche pour la décennie à venir. Elle a intérêt à s'unir, à créer des relais dans la société, à s'appuyer sur des cercles de réflexion et d'initiative de progrès, à s'implanter dans les quartiers, les îlots et les villages, à se départir de l'esprit de club dominé par les gros égos et à se comporter en école de militantisme citoyen non rétribuable. C'est à ce prix qu'elle accèdera au statut de force d'encadrement et de proposition qui emmènera la société, enfin délivrée de l'hydropérialisme et du désamour pour la politique et les politiciens, vers un changement moderne authentique.

Il est plus que temps de s'y atteler et le plus tôt — c'est-à-dire dès le 18 avril — serait le mieux. Sinon, le pays démissionnaire, pour oublier sa tragédie, s'abîmera dans le royaume du «qat», la drogue yéménite, en entonnant le refrain de Bourvil : «Tout ça ne vaut pas un clair de lune à Maubeuge...»

B. M.